

Print

L'Eurogroupe lance un ultimatum au gouvernement grec

De [Christoph Dreier](#)

Global Research, juin 20, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/leurogroupe-lance-un-ultimatum-au-gouvernement-grec/5457223>



Les délibérations de l'Eurogroupe ont pris fin jeudi soir sans être arrivés à un accord entre la Grèce et ses prêteurs européens. De plus en plus de voix s'élèvent dans l'Union européenne (UE) pour refuser au pays la dernière tranche des crédits d'aide, 7,2 milliards d'euros, poussant ainsi la Grèce hors de la zone euro.

À la fin du mois, la Grèce doit payer €1,6 milliards de dettes au Fonds monétaire international (FMI) qui comme membre de la « troïka » (avec l'UE et la Banque centrale européenne), participe aussi aux négociations. Athènes a déjà déclaré ne pas pouvoir lever seul une telle somme. Si la troïka ne parvient pas à un accord avec la Grèce, celle-ci risque la faillite d'Etat.

Lors d'une conférence de presse, le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem s'est opposé à un compromis. Il a souligné qu'aucun progrès n'avait été fait la semaine dernière et qu'il n'y avait pas d'accord en vue. « La balle est dans le camp de la Grèce », a-t-il dit.

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a annoncé pour lundi une réunion extraordinaire des dirigeants européens pour discuter à nouveau la crise grecque.

L'approche de l'Eurogroupe est en fait un ultimatum. Si le gouvernement grec refuse d'adopter pleinement les réductions proposées, il sera contraint à la faillite et obligé d'abandonner la monnaie commune de l'UE.

Le système bancaire grec est déjà au bord de l'effondrement. Mercredi, la banque centrale grecque a indiqué que citoyens et entreprises privées avaient retiré €29,4 milliards des comptes bancaires dans les cinq premiers mois de l'année. Ces cinq dernières années, 100 milliards d'euros ont été retirés, alors que l'investissement en capital se monte en Grèce à seulement €128 milliards. *Reuters* rapporte que ces derniers jours, les retraits bancaires sont montés en flèche à Athènes: rien que dans les trois premiers jours de cette semaine, €2 milliards ont été retirés des comptes bancaires.

Les menaces contre la Grèce se sont intensifiées avant le sommet; son expulsion de la zone euro a été discutée ouvertement. Jeudi matin, la chancelière allemande Angela Merkel a attaqué le gouvernement grec pour avoir « repoussé des réformes structurelles vitales. » Elle a dit que des crédits d'aide supplémentaires seraient accordés en cas de mise en œuvre complète des mesures d'austérité exigées par l'UE.

Thomas Oppermann, chef du groupe parlementaire du SPD, a été encore plus dur. Il a accusé le gouvernement grec d'« égoïsme national » parce qu'il voulait dicter à l'UE « les conditions dans lesquelles il lui plairait de rester dans la zone euro. ... Aucun gouvernement en Europe n'a le droit d'exiger la solidarité s'il n'est pas prêt à faire tout ce qui est possible et raisonnable ».

Avec cette diatribe, Oppermann reprenait la ligne chauvine avancée quelques jours plus tôt par le président du SPD Sigmar Gabriel dans le tabloïd *Bild*.

Jeudi, au Luxembourg, la directrice du FMI, Christine Lagarde a déclaré qu'aucun autre report de paiement ne serait autorisé à la Grèce. « Le paiement de la Grèce est dû le 30 juin. Il n'y a

aucune période de grâce d'un ou deux mois », a-t-elle dit. « Si le paiement n'est pas effectué le 1^{er} juillet, alors il n'est pas payé ».

Jens Weidmann, président de Bundesbank (banque centrale) a dit dans un commentaire paru dans plusieurs journaux européens que les autres pays européens pouvaient supporter un « Grexit » (sortie grecque de l'euro). Il a dit que le départ de la Grèce pourrait « changer le caractère de l'union monétaire ». Il a appelé le gouvernement grec à satisfaire immédiatement toutes les exigences de ses créanciers.

Ces demandes sont obscènes. Malgré le discours de Tsipras et du gouvernement grec, celui-ci est déjà allé très loin pour répondre aux exigences de l'UE. Depuis son élection, le gouvernement a violé plusieurs fois ses promesses électorales de mettre fin à l'austérité et a accepté les mesures d'austérité voulues par l'UE; il a même accepté de couper les retraites. Il a aussi remboursé €13 milliards à ses créanciers, somme obtenue en pillant les caisses de retraite et les entreprises publiques.

Selon *Spiegel Online*, le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a présenté un document de cinq pages à la réunion de l'Eurogroupe proposant davantage de coupes et de réformes structurelles, que le gouvernement grec est prêt à appliquer pour recevoir la dernière tranche de ses crédits d'aide.

Si les prêteurs multiplient les exigences et insistent pour démanteler encore plus les retraites, c'est pour faire de la Grèce un exemple. Les coupes sociales doivent être imposées dans toute l'Europe quoiqu'il en coûte. Une éventuelle sortie du pays de l'eurozone est de plus en plus vue comme l'outil potentiel d'une telle politique.

A mesure que les appels à un Grexit grandissent sont également soulevés les dangers politiques et géostratégiques. Sur *Deutschlandfunk*, Wolfgang Ischinger, le dirigeant de la Conférence de Munich sur la Sécurité, s'est dit préoccupé d'un éventuel Grexit: « Le départ de la Grèce du projet de l'UE serait une tragédie pour nos efforts de stabiliser une fois pour toutes l'Europe du sud-est. À cet égard, il serait désastreux du point de vue de la politique étrangère qu'un Grexit se produise. »

Ischinger a évoqué le danger d'un tournant du gouvernement grec vers la Russie qui déstabiliserait encore plus l'Europe. Tsipras est actuellement en voyage à Moscou où il doit rencontrer le président Vladimir Poutine pour négocier, entre autres, un projet de pipeline. Le Kremlin a indiqué qu'un soutien financier immédiat ne serait pas discuté.

Le député allemand des Verts, Gerhard Schick a averti des conséquences économiques d'un Grexit: « L'incertitude grandit sensiblement sur les marchés financiers parce que la cohésion de la zone euro est mise en doute », a-t-il dit à *n-tv*. « Les primes de risque pour des emprunts en Espagne, au Portugal, en Italie et même en France ont augmenté. Un Grexit met en question la zone euro et le risque de contagion est imprévisible ».

Schick a estimé que les coûts immédiats pour l'Allemagne seraient au moins de l'ordre de €70 milliards.

En outre, des secteurs de l'élite dirigeante craignent des protestations sociales en Grèce et en Europe si la politique d'austérité se poursuit à plein régime, ou si la Grèce est chassée de l'euro. Les manifestations et les grèves sont déjà en hausse en Grèce.

Mardi, les ambulanciers, qui n'ont pas été payés depuis des mois, se sont mis en grève à Athènes. Des travailleurs ont rejoint la grève jeudi dans tout le pays. Le personnel des collectivités locales a également débrayé en réaction au pillage des trésors publics locaux par Syriza pour rembourser les créanciers de la Grèce.

Des voix s'élèvent dans certains milieux dirigeants européens qui préviennent du danger qu'en poussant la Grèce hors de la zone euro, l'UE va discréditer Syriza et mener potentiellement d'autres partis, moins malléables, au pouvoir. *Le Monde* s'inquiétait en début de semaine de ce

que les « partis traditionnels, Nouvelle démocratie [conservateurs] et le Pasok [social-démocrate], avaient déjà perdu beaucoup de leur crédibilité auprès du peuple grec et, dans l'ensemble, il est peut être préférable de négocier avec Syriza que, un jour, de se retrouver à négocier avec le parti d'extrême droite Aube dorée ».

Les représentants de l'UE qui veulent faire de la Grèce un exemple et, si nécessaire, la forcer hors de l'euro, connaissent de tels risques et de tels scénarios. Ils les acceptent dans la poursuite des intérêts de l'aristocratie financière européenne.

Christoph Dreier

Article original paru en anglais, WSWS, le 19 juin 2015

Copyright © 2015 Global Research